



Elever les animaux : une culture du respect

Rencontres **« Animal et Société »**

printemps 2008

Animal

Economie

Territoires

contribution du Dr. Anne Vonesch*

Référente Bien-Etre Animal
France Nature Environnement



FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT

Réussir le bien-être **des animaux en élevage**

Des modèles :

«Porc Thierry Schweitzer»
Porc bio d'Eric Simon
«Plein Air Concept»
et d'autres

Ce document analyse les questions relatives à l'utilisation de l'animal en production agricole.

Il formule des propositions pour une utilisation des animaux qui soit plus respectueuse de leur nature et de leurs besoins. Cela signifie, conformément à l'état des connaissances scientifiques, de leur éviter autant que possible douleur, maladie, peur, frustration et stress, et de leur permettre d'exprimer leurs comportements naturels et de ressentir des émotions agréables.

*Pour en savoir plus, visitez le site www.elevage-ethique.fr

Introduction

Améliorer la protection et le bien-être des animaux est un grand projet et une nécessité.

Pour les « Rencontres Animal et Société » la question est posée comment mieux appliquer la réglementation.

Il nous a par ailleurs été demandé de mettre en avant l'expérience du « porc Thierry Schweitzer » dont le cahier des charges va au-delà de la réglementation.

Les deux tâches sont indissociables : appliquer la réglementation, et essayer d'aller au-delà.

La réglementation est notoirement insuffisante. Elle porte des contradictions internes majeures. Elle énonce de bons principes auxquels elle déroge par la suite. Elle n'est pas appliquée. Elle a vocation d'évoluer. La réglementation suit – très lentement, certes – les connaissances scientifiques et l'opinion publique. Elle incite à innover. Elle est souvent combattue.

D'où l'essai d'approcher le problème par l'autre bout. Expérimenter l'objectif de faire « aussi bien que possible ». Donner un sens aux compromis de la réglementation : une signification et une direction. Ne pas raisonner en termes de tout ou de rien, mais en termes de marges de manœuvre. Chacun en a. Envisager des scénarios où les savoirs, les choix, les enseignements, évoluent. Donner une chance à l'information. Donner une chance aux animaux.

Animaux et territoires : un avenir inquiétant

L'élevage s'**industrialise de plus en plus** avec des exploitations toujours plus restructurées et grandes ; les choix de financeurs lointains s'imposent, et de moins en moins de travailleurs gèrent de plus en plus d'animaux, matière première homogène pour une transformation automatisée. Les « terroirs » sont occupés par des cages-batteries et des hangars fermés aux caméras des journalistes.

Faut-il se résigner ? Les solutions aux problèmes environnementaux, sanitaires, économiques et éthiques du système industriel viendront-elles de techniques encore plus industrielles ?

Ou viendront-elles plutôt de compétences plus pointues à **l'écoute des écosystèmes et de la santé physique et mentale** notamment grâce à l'agriculture biologique ?

Y a-t-il encore de l'espoir pour sauver les animaux et les éleveurs ? Pour des territoires épanouis, en paix avec le vivant et la nature ?

Cet enjeu dépasse très largement la seule responsabilité du citoyen-consommateur qui passe à la caisse. C'est un choix politique et moral, un choix de société, un choix de politique agricole, d'information et d'enseignement, et de concurrence déloyale ou non.

De nombreux responsables de la distribution savent que le système en place va « **droit dans le mur** ». Mais ils disent ne pas pouvoir en sortir puisque chaque magasin « doit » faire concurrence au magasin voisin, et demandent : « **Pourquoi les politiques ne font rien ?** »

Animaux et pouvoir d'achat

Prétendre que face au faible pouvoir d'achat il faut des systèmes d'élevage inhumains relève **de l'hypocrisie**.

Pour le pouvoir d'achat ce serait bien plus efficace...

- d'avoir des salaires décents
- d'agir sur les grosses dépenses (loyer, transports, taxes, téléphone....).
- de prendre en compte une alimentation saine et équilibrée
- d'enseigner à l'école comment cuisiner sainement avec un budget modeste
- d'éviter les dépenses peu pertinentes engendrées par la publicité
- de rendre abordables les prix des produits issus d'un bien-être animal de base – ce qui est parfaitement possible.

Résumé

Le bien-être animal est une qualité nouvelle. L'Europe s'y intéresse. Il est possible de différencier et de valoriser des produits en raison d'un bien-être animal supérieur. **Deux exemples** sont présentés tout au long du document. **Le premier est le « porc Thierry Schweitzer », une production plutôt intensive, en bâtiment. Le deuxième est la production de porc biologique en plein air, avec un 'plus'** au niveau du bien-être, chez Eric Simon. Les deux productions sont **commercialisées en grande distribution**, à des prix modérés. Elles montrent que le bien-être animal est viable.

Différents éléments clés du bien-être, illustrés par ces exemples, **sont examinés** et font l'objet de **propositions**. Celles-ci insistent sur l'information et cherchent à tirer parti des opportunités et des actions qui existent mais qui ne prennent pas assez en compte le bien-être animal. Il faut donc commencer par clarifier les enjeux.

A côté des autres qualités (environnementale, gustative, nutritionnelle, sanitaire, durabilité), le bien-être mérite une considération à part. L'information sur les conditions d'élevage devrait être mise à jour, en revisitant les signes de qualité, en travaillant le bien-être, en améliorant la transparence, notamment grâce à l'outil informatique. Au coeur des territoires, les collectivités pourraient contribuer à des partenariats constructifs. Un guide technique et éthique pourrait utilement conseiller les élus. Quant aux bâtiments d'élevage, des recommandations sans ambiguïté devraient permettre de privilégier des bâtiments favorables aux animaux. C'est une urgence pour la mise aux normes des bâtiments pour les truies. Au-delà du bâtiment approprié, les atouts de l'élevage en plein air méritent un réel effort de soutien, de même la sauvegarde des races anciennes. Une meilleure compréhension du bien-être social des animaux appuiera de meilleurs choix. Une prise en charge de la douleur sera facilitée si elle est intégrée dans les cahiers des charges. Quant au travail en élevage la question doit être clairement posée : comme sortir de la logique industrielle ? La viabilité économique du bien-être animal révèle de multiples facettes. Le coût de l'élevage 'bien-être' est variable et plutôt modéré. Quant aux débouchés, il est proposé d'élaborer une charte éthique pour favoriser la vente des produits 'bien-être'. Les questions posées à la recherche concernent le bien-être et sa mise en œuvre très concrète, dans ses aspects techniques, économiques, et pour une alimentation humaine responsable et durable. L'enseignement agricole doit enseigner l'élevage respectueux des animaux. L'administration a besoin de moyens et d'indépendance envers les intérêts économiques, pour appliquer la loi, pour la comprendre, pour l'expliquer, et pour anticiper. Une Agence ou un Centre de Ressources pour le bien-être animal pourrait aider à mettre en œuvre ces propositions d'ouverture.

Contenu

Notions générales et exemples

1. **Qualité bien-être**
2. **Cahier des charges bien-être**
3. **Autres enjeux associés :**
environnement, durabilité, qualités du produit
4. **Bâtiment bien-être**
5. **Bâtiment et Plein Air**
6. **Bien-être social**
7. **Mutilations et soins**
8. **Le travail**
9. **Les coûts**
10. **Des débouchés**
11. **Aides et politique agricole**
12. **La recherche**
13. **Formation**
14. **Administration**

Conventions :

Chapitre

Propositions

Exemples

« Welfare quality » en Europe

« Welfare quality » est un programme de recherche européen (44 partenaires, 17 pays), pour étudier :

- comment **évaluer le bien-être animal sur l'exploitation**,
- comment **différencier et valoriser les produits** issus d'un bien-être supérieur,
- comment concevoir un **label européen de bien-être animal**.

<http://www.welfarequality.net/everyone>

Ce programme correspond bien au Plan d'Action de l'UE pour améliorer la protection et le bien-être des animaux.

Certains pays (Suède, Norvège) ont adopté des normes de protection animale plus exigeantes que celles de l'UE. Dans d'autres pays des labels de bien-être animal détiennent une part de marché considérable (Royaume-Uni, Suisse), ou plus modeste (Allemagne). Certains distributeurs (Suisse, Pays-Bas, Autriche) ont efficacement intégré le bien-être animal dans leur stratégie commerciale. En Italie existent des initiatives plutôt locales.

Et si la France, vieille et rurale, amoureuse de ses bonnes tables et de ses vaches, tombait amoureuse du bien-être de ses animaux ?

Elle en serait rajeunie !

« Qualité bien-être » : quels scénarios en France ?

**Accueillir une nouvelle-venue
au pays de la qualité !**

La notion de « qualité » appliquée à nos aliments parle à chacun, tout en évoquant des qualités très diverses : **qualité gustative, nutritionnelle, sanitaire, technologique, imaginaire...** Ce sont les qualités auxquelles les Français sont habitués.

Et voilà qu'**une qualité nouvelle arrive : la qualité du bien-être animal !** On ne leur en a jamais parlé, ou rarement. Sauf exception cela ne figure pas, ni sur les étiquettes, ni sur les publicités. C'est presque comme s'il ne fallait pas en parler. Est-ce que la qualité « bien-être » se superpose aux autres, notamment au goût ? C'était le message du poulet label rouge. Ou est-ce que la qualité 'bien-être' est une exigence distincte ? En quoi est-elle utile ? Les réponses intuitives sont souvent justes et parfois fausses, et par moment simplistes. **Le lien entre bien-être animal et qualité du produit est variable** : soit majeur, soit discret, et dans certains cas contraire. Cela dépend de l'espèce, du produit, ... et du goût subjectif.

**Les Français ont un grand cœur
mais ils craignent l'arnaque**

Les sondages démontrent que les Français considèrent que le bien-être animal est important, mais qu'il est insuffisant, notamment pour les poules et les porcs, et dans une moindre mesure pour les vaches laitières. Les opinions sont et seront imprégnées par les grandes campagnes de protection animale.

Mais quel est le **comportement d'achat** de ces consommateurs et citoyens ? Sont-ils prêts à payer un « surcoût bien-être animal » ou prêts plutôt à refuser le sous-coût du mal-être ?

La question doit être posée de manière nuancée. L'évolution ne sera pas 'tout ou rien'.

Combien parmi les consommateurs payeront effectivement le prix honnête d'un bien-être animal de base ou supérieur ? **Comment évoluera** leur nombre ? **Quelles sont les conditions** à remplir ? De **quels moyens** (dérisoires ou non?) dispose-t-on pour poser, dans la durée, **les bases d'une information cohérente** et de **nouveaux comportements d'achat** ?



Exemple du « porc Thierry Schweitzer » : c'est l'expérimentation réussie d'un petit « label bien-être », une marque privée née en Alsace. 6 éleveurs y participent

Des partenaires

En 1996, en Alsace, une pétition (36435 signatures) a demandé le respect, en élevage, des animaux, de la santé et de l'environnement. Thierry Schweitzer, jeune éleveur, contacte les responsables. Il souhaite élever des porcs en harmonie avec la société, et pouvoir montrer ce qu'il fait avec fierté. Mais comment faire ? Une réflexion est lancée, avec les associations locales. Ensemble, un cahier des charges est rédigé. Les associations soutiennent la démarche et restent des partenaires dans la durée :

- **Associations de protection des animaux** (SPAs locales, OABA, Eurogroup, PMAF...): la base d'une clientèle fidèle et d'une bouche à oreille
- **Chambre de Consommation d'Alsace** (Centre Technique Régional de la Consommation fédérant 19 associations)
- **Alsace Nature**, fédération régionale pour la protection de l'environnement.

Les partenaires demandent en priorité

- la **sécurité alimentaire**
 - du **bien-être animal**
 - des produits **en grande surface**, à un **prix abordable** ; pour le consommateur final, un surcoût de 5-10 F / kg (1997) ne doit pas être dépassé
- **pas en agriculture biologique** : la bio est appréciée, mais le prix serait dissuasif pour beaucoup de gens
- **pas de label rouge** : il faudrait payer le prestige

Les partenaires demandent un **positionnement intermédiaire entre le niveau du standard et l'agriculture biologique**, basé sur un mode de production **sain, décent** envers l'animal, et capable de fournir la grande distribution, là où achètent la plupart des familles, avec des budgets moyens et modestes.

L'objectif à la Chambre de Consommation était **que ce modèle soit suivi**. Après 10 années, seulement 6 éleveurs travaillent dans la nouvelle petite filière. Pourtant au niveau technique, le modèle de maternité de Thierry Schweitzer a fait ses preuves. Sa réputation, internationale, est excellente. Le frein ne se trouve pas au niveau de la demande mais dans la difficulté de se détacher du modèle industriel dominant.

Thierry Schweitzer



Exemple du « porc liberté » d'Eric Simon : une volonté de produire « bien-être »

Eric Simon, qui était enseignant agricole, a choisi d'élever des porcs en plein air, par vocation. **Le bien-être animal est pour lui une priorité forte.**

Depuis 5 ans, il a expérimenté **différentes solutions économiques**, du naissage à la production de mâles non castrés, engraisés en plein air. Il a résisté aux difficultés conjoncturelles qui ont fait arrêter de nombreux collègues.

Récemment il s'est installé dans l'Hérault pour exploiter, **avec un associé, en agriculture biologique.**

Diverses expériences de débouchés notamment en vente directe n'ont pas été réellement concluantes. Les contacts avec les associations de protection animale étaient positifs mais n'ont pas été efficaces pour la vente directe. Aujourd'hui il répond à une **demande forte en saucisson bio, commercialisé sous marque de distributeur.**

2. Cahier des charges bien-être

Pour différencier des produits par le « bien-être animal » des démarches volontaires avec cahier des charges

Il s'agit d'assurer un **bien-être animal clairement supérieur** au standard ou conventionnel. Deux approches sont parfaitement justifiées, à condition de ne pas créer la confusion :

- **exigences modérées mais significatives** pour un **grand nombre** d'animaux, et une part croissante du marché ; c'était initialement le créneau souhaité pour le « porc Thierry Schweitzer » ;
- **ou exigences de haut niveau**, c'est l'exemple du porc plein air chez Eric Simon ; un cas particulier de très haut niveau étant l'élevage extensif de races anciennes avec transformation locale

La démarche doit être crédible. Une démarche de marketing pour des productions existantes, sans contraintes, ne suffit pas. Il s'agit de rémunérer une prestation significative. Il semble essentiel qu'un **partenaire indépendant**, compétent, soit associé à une telle démarche, témoignant de son sérieux, car les filières sont à la fois juge et parti, capables du meilleur et du pire.

Quelle efficacité aura la démarche ? Les méthodes d'évaluation existent, et peuvent démontrer que les animaux se portent mieux, ne se blessent pas facilement, sont ni frustrés ni stressés, et expriment les comportements normaux pour lesquels ils sont motivés. - Voici quelques difficultés :

- le bien-être étant composé **d'éléments multiples**, il se peut que certains points-clés soient mieux maîtrisés que d'autres
- les **différences entre élevages** sont un souci récurrent : différences dues à la personnalité, aux compétences, aux moyens des éleveurs, et/ou à des bâtiments existants, plus ou moins réussis, etc.
- un cahier des charges doit aussi **être évolutif, pour améliorer le bien-être** en fonction des expériences faites, des données scientifiques, et des attentes nouvelles.

Le **contrôle** par un organisme accrédité, lui-même compétent et crédible est incontournable. La pression du contrôle, avec d'éventuelles sanctions, doit être suffisante pour **motiver l'éleveur à remédier aux éventuels problèmes**. Du **bon conseil** peut être nécessaire.

Du bien-être qui fai(sai)t peur :

- les truies en groupe... or ça se passe même très bien si le système est spacieux et structuré pour les besoins comportementaux des truies !
 - les truies libres pour la mise bas et l'allaitement : «30% de pertes de porcelets» ??? Cherchez les erreurs ! Car de très bons résultats sont possibles !
 - poules plein air aux becs intacts – possible !
 - veaux en groupe sur litière – ça avait été tellement dénigré, et pourtant ça marche bien !
- Mais le métier d'éleveur n'est plus le même.

Avec l'expérience des modes d'élevage innovants, techniciens et éleveurs peuvent **surmonter leurs inquiétudes et prendre confiance dans des systèmes laissant davantage de liberté à l'animal.**
Il est donc urgent d'assurer une formation appropriée aux techniciens pour accompagner des démarches « bien-être ».

Exemples de « Label bien-être » en Europe

Suisse

- les grands distributeurs ont leurs labels bien-être :
- Coop : Naturafarm les cahiers des charges sont téléchargeables (v. Downloads) <http://www.coop.ch/naturafarm/default-fr.htm>
- Migros : M-7 moins exigeant. Litière obligatoire
- Kagfreiland : petit label d'une association, aujourd'hui bio (pas au début), a le plus haut niveau de bien-être animal ; avant-garde et recherche Cahiers des charges sur http://www.kagfreiland.ch/c_tierhaltung/REG_index.shtml#spez

Royaume-Uni

Freedom Food : une filière lancée par l'association RSPCA, inspirée par les « 5 libertés ». Tous les acteurs de la chaîne sont contrôlés. Environ 2000 exploitations. Les exigences ne bouleversent pas trop les pratiques. Ils cherchent à être précis, formateurs, et efficaces en santé animale. Cahiers des charges téléchargeables sur le site de la RSPCA freedom food → producer → resource center

Allemagne

Neuland : marque de très bon niveau, par des associations. Cahiers des charges téléchargeables <http://www.neuland-fleisch.de/richtlin/index.php>

Autriche

Les associations de protection des animaux ont créé un label et un organisme de contrôle pour les poules pondeuses. - Les élevages ont bénéficié d'un accompagnement scientifique. - 80 % des magasins ne proposent plus d'œufs de cage.

2. Cahier des charges bien-être

Exemple du « porc Thierry Schweitzer » : un cahier des charges défini avec les associations.

Un premier cahier des charges « porc Thierry Schweitzer » a été rédigé avec les associations, (responsables de la Commission agro-alimentaire de la Chambre de Consommation d'Alsace, et Anne Vonesch, pour les SPAs alsaciennes). Une version technique a suivi. Il y a deux priorités :

Bien-être animal

Aucun animal ne peut être bloqué (sauf un maximum de 3 jours au moment de l'insémination). Tous les animaux ont une litière paillée. Tous sont en bâtiment semi-ouvert ou en plein-air (dérogation pour un bâtiment de maternité existant)

Les surfaces minimales sont de 7m² pour une truie allaitante, 4m² pour une truie, 3m² pour une cochette, 10m² pour un verrat, 0,3m² jusqu'à 15 kg, 0,45m² jusqu'à 30kg, 0,8m² jusqu'à 69 kg et 1,3m² jusqu'à la fin de l'engraissement.

La section des queues est interdite, l'épointage des dents est toléré pour un maximum de 10 % des porcelets, en cas de problèmes réels.

Les prescriptions de protection animale pour le transport et l'abattage sont celles d'usage pour réduire le stress et préserver la qualité de la viande. Le transport à l'abattoir ne doit pas dépasser 150 km. Ces porcs doivent passer de préférence en premiers sur les chaînes d'abattage.

Alimentation des animaux

Sont interdits : OGM, farines et graisses animales, facteurs de croissance et antibiotiques à titre préventif. La ration ne peut être réalisée qu'à partir des ingrédients listés (voir le cahier des charges sur le site www.thierry-schweitzer.com). Les aliments peuvent être fabriqués à la ferme ou achetés, à condition de satisfaire aux conditions de contrôle et de traçabilité.

Exemple du « cochon liberté » d'Eric Simon : c'est le cahier des charges biologique, avec un « plus » de bien-être.

Eric Simon respecte le **cahier des charges bio**, et il va même **au-delà**. il a 50 truies et engraisse environ 500 cochons sur un grand espace de 70 hectares, bien clôturé.

Laisser la nature bien faire les choses

Pour la **maternité**, chaque truie a son parc et sa cabane. Chez Eric Simon il n'y aucune injection pour la mise-bas, (contrairement aux multiples piqûres qui déclenchent, accélèrent et terminent la naissance 'industrielle' en cage).



Avant de mettre bas, la truie tout naturellement s'active et marche beaucoup, et elle construit son nid. Pendant la naissance elle bouge et se couche comme cela lui convient. Si l'accouchement n'avance pas, elle sort de sa cabane, marche un peu, et tout va bien.

Eric Simon peut sevrer en moyenne entre 10,5 et 11 porcelets par portée, un peu moins en automne et en hiver, un peu plus au printemps et en été. Avec les cabanes de Plein Air Concept, il y a peu d'écrasements. Les résultats sont aussi bons qu'en bâtiment. En été chaque truie a sa bauge et peut se rafraîchir en permanence.

Les **porcelets**, une fois qu'ils sortent de leur cabane, peuvent passer sous les fils électriques et rendre visite aux autres cochons, et même à la forêt. Ils profitent de la vie. Et comme ils se connaissent bien, il n'y a guère de bagarres au sevrage.

Sevrage à 7 semaines !

Et aucune mutilation !

Eric Simon évite tout ce qui pourrait perturber la relation de confiance avec ses animaux.

3. Autres enjeux associés : environnement, durabilité, qualités du produit

Le bien-être animal entre dans une qualité globale, mais de manière variable et à des degrés divers. Il est pertinent de le différencier à part.

Bien-être, qualités environnementales, et agriculture durable

L'agriculture biologique vise « *la préservation des sols, des ressources naturelles, de l'environnement et au maintien des agriculteurs, l'agriculture biologique est souvent considérée comme un ferment de l'agriculture durable* » (source l'Agence Bio). Aujourd'hui, le cahier des charges 'bio' est exigeant pour les surfaces par animal, le confort, (mais pas toujours) l'accès au plein air, il assure une alimentation relativement naturelle, privilégie les races rustiques et encadre les méthodes de reproduction. Mais le savoir faire est encore trop inégal entre exploitations. Certaines convictions 'bio' un peu rigides peuvent nuire à la santé des animaux. Des exploitations exemplaires montrent la voie. Pour tous ceux qui cherchent des produits respectueux des animaux, la 'bio' est le choix le plus simple et le mieux identifié. Les techniques et les valeurs de la bio construiront une agriculture moderne qui respecte la vie et préserve la planète.

Ces techniques et ces valeurs se pratiquent aussi dans **d'autres démarches**. Quelques exemples sont cités ci-dessous. **L'évaluation de la durabilité peut se faire par la méthode IDEA** qui précisément considère que la claustration des animaux est un signe de non-durabilité.

Le Réseau Cohérence, en Bretagne, a fait un travail détaillé et très concret pour **une agriculture écologique, durable et paysanne**, avec des conséquences favorables pour le bien-être animal. Certains sont en 'bio', d'autres non. Ils ont l'identifiant 'Cohérence'.

v. www.reseau-coherence.org

Le label allemand Neuland recherche, à côté du bien-être animal, une **agriculture écologique et paysanne**, et impose à l'ensemble de l'exploitation une réduction des pesticides, une diversité des cultures, et une limitation du nombre d'animaux, mais sans aller jusqu'au niveau 'bio'.

Pour les labels suisses de bien-être animal (Coop Naturafarm) **les prestations écologiques requises** sont une obligation. Cette exigence se réfère à un socle défini et contrôlé (supérieur à la conditionnalité en UE) au niveau administratif, puisqu'il donne droit à des aides directes.

L'agriculture du bien-être animal fait partie d'une agriculture durable parce qu'elle progresse dans les critères ci-dessous, à des degrés variables :

- **elle sort du cercle infernal des gros volumes aux petites marges**, de ce système industriel polluant, destructeur d'emplois, générateur de crises conjoncturelles et sanitaires, non durable,
- **elle s'oppose à la claustration et à la concentration** (en nombre et densité) des animaux, qui sont à l'origine de la non-durabilité des systèmes industriels (pollution, nuisances, crises conjoncturelles et problèmes sanitaires), **en réduisant densité et nombre d'animaux, en ouvrant au plein air,**
- **elle défend des valeurs d'agriculture durable**, essentielles pour sortir du non durable, et les valorise,
- elle travaille à **intégrer l'animal dans son milieu naturel**, pour faire **harmoniser aliment et fertilisation, sortie en plein air et paysage**, en d'autres termes :
- elle contribue fortement à **développer des systèmes autonomes et économes pour nourrir l'humanité sans gaspillage** des ressources (systèmes et bâtiments économes en énergie, adaptation optimale à la production locale d'aliments, économie d'engrais minéraux) ; sans pour autant rejeter tout achat d'aliment, notamment pour de petits ateliers en complément de revenu,
- elle crée et préserve **des emplois non délocalisables** parce que le lien à l'animal et au paysage ne se délocalise pas,
- elle préserve et augmente **l'attractivité** des territoires,
- elle permet **la reconnaissance sociale des éleveurs et des salariés**, à la place du conflit et du rejet
- **elle éduque** sur le respect du vivant,
- elle **peut et elle doit** pratiquer du bien-être avec des types génétiques courants (porcs...) mais doit aussi, à un niveau plus élevé, maintenir la diversité génétique, les races anciennes et améliorer la rusticité, indispensables pour une santé animale durable,
- elle répond à une prédisposition profondément humaine, du 'vivre ensemble' entre hommes et animaux. Durabilité signifie coexister en paix, car **hommes et animaux vivent sur la même planète.**

3. Autres enjeux associés : environnement, durabilité, qualités du produit

La clé du développement durable se situe au niveau des valeurs et des comportements: responsabilité, empathie, solidarité, justice.

D'où un **enjeu pédagogique** considérable !

Le bien-être animal peut et doit jouer un rôle de repère et de phare.

Le bien-être animal indique en effet les repères que donnent la biologie, la santé, et le mental.

Le bien-être sollicite des qualités humaines, au-delà des solutions techniques du genre ventilation qui se dédouanent des impacts du système industriel sur le vécu ressenti, sur le cerveau et les émotions, sur la diversité génétique, sur l'émergence des maladies nouvelles et multifactorielles.

Il n'y aura pas de développement durable sans responsabilité, empathie et solidarité. **Il est illusoire et dangereux d'imaginer un développement durable qui serait construit sur la compétition et la productivité, sans un traitement respectueux des plus faibles.**

Les animaux, êtres sensibles, font partie de ces plus faibles, puisqu'ils sont entièrement livrés au bon plaisir, aux intérêts, à l'attachement et à la moralité des humains, à leur bêtise ou à leur intelligence, intelligence purement technique ou associée à l'intelligence du cœur.

Bien-être et qualité organoleptique

Bien souvent, une alimentation naturelle, diversifiée, une activité physique, en plein air, sans stress particulier, une génétique rustique, une transformation traditionnelle, aboutissent à des produits de meilleur goût. Beaucoup de consommateurs en sont convaincus. Puisque de nombreux facteurs (p.ex. saisonniers, génétiques...) interagissent, les relations de cause à effet sont complexes à identifier. Sans même aborder les techniques de la transformation, indépendantes des conditions d'élevage.

La **qualité supérieure du goût** est la définition même du **Label rouge**. Il doit être démontré par des procédés codifiés, lourds et coûteux. Selon les produits, le reste risque de passer à un niveau secondaire (« qualité d'image »). Le poulet label rouge a bénéficié d'une convergence forte entre bien-être animal et qualité gustative, due en grande partie à la vitesse de croissance lente. Les consommateurs associent aussi l'étiquetage 'plein air' ou 'en liberté' de ce label rouge à juste titre au bien-être animal, et le bien-être animal au meilleur goût. **Grâce au poulet, le réflexe d'associer meilleur goût et bien-être animal a été renforcé depuis plus de 4 décennies !** Une information plus fine du consommateur devient nécessaire. Cela prendra un certain temps.

En effet, **une convergence simple et parfaite entre label rouge et bien-être animal est loin d'être la règle**. Déjà les volailles de Bresse sont en rupture avec le bien-être puisque les cahiers des charges imposent une finition en cage, ce qui génère un stress énorme pour les animaux. Posent problèmes en label rouge le chaponnage, le veau clair, ou le porc label rouge élevé sur caillebotis, sans même parler du foie gras.

Proposition

Code des marchés publics

Le code des marchés publics permet de **privilégier des critères environnementaux** dans les appels d'offre.

Cet argument doit pouvoir s'appliquer à **des productions agricoles garantissant un bien-être animal supérieur** (p.ex. volailles label rouge, œufs de plein air produits dans de bonnes conditions, **porc sur paille**, ...).

Le code des marchés publics doit permettre de **privilégier des critères de bien-être animal dans les appels d'offre**.

Nous assistons à une **grande ouverture** des marchés publics de la restauration collective **aux produits bio**. C'est une excellente chose. Mais beaucoup de militants du bio n'ont pas encore pris conscience du fait **qu'en matière de viande la bio n'est souvent pas en mesure de fournir de grands volumes aux cantines**, à la fois pour des **raisons de prix et de disponibilité** de la marchandise.

Il est donc **indispensable** de proposer des **produits de type intermédiaire**, entre le standard et la bio, **différenciés par un bien-être animal supérieur**.

«Démarches de qualité»

Les signes de qualité dans leur état actuel sont parfois critiqués. Certains pensent que le consommateur s'y perd.

Quelques observations :

- la **publicité et le marketing** tendent à brouiller l'information du consommateur sur les conditions d'élevage
- le manque d'information est source de **distorsion de concurrence**
- le bien-être animal a un degré de **priorité trop faible dans beaucoup de démarches de qualité** et dans la plupart des démarches de certification
- même dans les cas où **les qualités communicantes** sont pertinentes elles ne sont **pas nécessairement bien comprises** dans leur impact pour l'animal
- les cahiers des charges ne sont pas facilement consultables : c'est un **manque de transparence majeur**
- les **procédures** sont très **lourdes, longues, et coûteuses**, et ne sont pas envisageables pour de petites initiatives locales
- **les associations de protection des animaux et de l'environnement** sont **totalemtent exclues** des concertations autour des démarches de qualité
- les **contrôles en matière de protection animale**, par les Services Vétérinaires, sont **notoirement insuffisants** (élevages, abattoirs et transports)
- les **contrôles sont mal vécus** par des éleveurs qui sont mal payés et inquiets pour leur avenir.

Conclusion : **il faut retrouver un sens, une transparence, et un juste prix.**

Propositions

Recommandations pour une mise à jour de l'information sur les conditions d'élevage

- **revisiter** modes de production et cahiers des charges par rapport au bien-être animal ; cela permettrait notamment de rattraper quelque faiblesses du label rouge pour être plus cohérent quant à l'apport remarquable de la plupart des productions de volailles label rouge.
- **engager de nouvelles approches** centrées sur le bien-être, avec suffisamment de **souplesse** pour favoriser de **petites initiatives** locales.
- **associer des associations indépendantes de protection des animaux et de l'environnement** à la réflexion, ainsi que dans les Commissions concernées par les démarches de qualité (INAO...).
- développer un **contrôle « bien-être » avec une compétence spécialisée**, en cohérence avec les développements de « welfare quality ».
- les **critères d'agriculture durable** (autonomie, économie des ressources, biodiversité...) sont importants à saisir, mais ne doivent pas brouiller les résultats sur le bien-être.
- mettre au point des **contrôles plus pertinents**, mieux **coordonnés**, plus **simples**, plus **efficaces**, et **crédibles**.

Réflexion sur la transparence :

- **Internet ouvre une nouvelle époque pour l'information du consommateur sur les modes d'élevage. L'informatique peut assurer la pleine transparence.** Aujourd'hui la traçabilité est devenue courante. Dans la mesure où elle est acquise, il est très facile de rendre accessible toute information que l'on veut donner sur chaque élevage. Les kg de poids vif de poulet au m² ? La surface par porc en engraissement ? La litière ? Le mode de logement des truies ? L'évaluation IDEA de la durabilité ? Tout est possible, **sans qu'il faille construire une usine à gaz administrative.**
- Les divers aspects « **bien-être animal** » et « **environnement** » doivent rester **distincts**.
- Un **contrôle est nécessaire**. Le **coût d'un contrôle indépendant sera le même**, quelles que soient p.ex. les surfaces par animal, le taux de lésions, ou les résultats IDEA. Selon le domaine considéré, **le curseur de l'évaluation se déplace** plus ou moins dans le sens de la qualité. On comptabilise les bons points ou les mauvais points. « Welfare quality » propose une telle méthode.
- Une fois la méthode acquise, on peut **débattre des seuils** qui détermineront le « bon », le « moyen » et le « mauvais » (ou un système à petites étoiles). **L'Europe** fera son choix pour un « label bien-être ». Les **démarches collectives** feront leurs choix. Les petits groupes et les individuels aussi – laissez-les vivre, laissez-les informer les consommateurs !
- Libre aux **ONG** de publier leur point de vue quant aux seuils.

Exemple du « porc Thierry Schweitzer » : quelle qualité globale ?

Qualité environnementale

L'absence de nuisances olfactives, approuvée par les riverains (qui connaissent et craignent les élevages sur caillebotis), et l'épandage de fumier pailleux plutôt que de lisier ont été importants pour la réputation de la démarche Schweitzer, pour son enracinement local, pour le bouche à oreille. L'intégration paysagère du nouveau bâtiment en bois, devant la forêt, est réussie.

L'exploitation Sorgius, qui a intégré le cahier des charges, a réduit son nombre de truies pour engraisser des porcelets sur paille dans les cases ainsi libérées, et progressivement abandonner l'engraissement sur caillebotis dans des bâtiments existants.

L'exploitation Schweitzer a converti en agriculture biologique une partie de ses terres où elle produit pour la vente. Ses autres terres bénéficient du savoir faire à faible niveau de pesticides. Quant à la biodiversité naturelle, divers gestes ont été faits.

Le tracteur roule en partie avec de l'huile produite sur la ferme.

Mais contrairement aux démarches « Cohérence » les aspects environnementaux n'ont pas été formalisés. Cela signifierait de rassembler sur un même cahier des charges les pratiques culturelles des 6 agriculteurs engagés. Les moyens pour un tel travail, non prioritaire, ne sont pas (encore) disponibles

A mi chemin vers l'agriculture biologique, cette démarche donne une souplesse et permet à chacun d'avancer dans cette direction au rythme qu'il choisit.



Qualité gustative

Un goût particulier n'a pas figuré parmi les objectifs lors de leur définition avec la Chambre de Consommation d'Alsace. Or la clientèle y trouve un goût supérieur. C'est la bonne surprise. De nombreux bouchers disent, d'un air sincère, que de travailler cette viande « c'est autre chose ». Une différence dans le muscle s'expliquerait par le fait que les animaux bougent beaucoup plus. Sauf incident particulier ils sont moins frustrés et stressés.

Le goût reste une qualité essentielle ; si un produit n'est pas bon, il n'est pas acheté. La qualité du goût est une priorité forte pour la gamme de charcuterie que Schweitzer développe sous sa marque.

Pendant les associations maintiennent leur opposition à ce que Thierry Schweitzer affiche un label rouge. Ils veulent une démarche qui vise la santé et l'éthique, pas le prestige. D'autant plus que la notice technique du label rouge est d'un niveau inférieur puisqu'elle autorise caillebotis intégral en engraissement et fixation des truies allaitantes.

Qualité sanitaire et nutritionnelle

La sécurité alimentaire bénéficie d'une priorité forte. Les associations de consommateurs l'avaient approchée à travers l'alimentation des animaux (ni farines animales, ni OGM, ni antibiotiques systématiques). Les autres aspects relèvent des contrôles d'usage.

L'aliment des porcs est enrichi en acides gras oméga3 grâce à l'incorporation de lin dans l'aliment.

Qualité du travail et qualité sociale

La démarche Schweitzer fait travailler environ 8 personnes en élevage, et plus d'une vingtaine à la transformation et la commercialisation, et ceci pour produire environ 190 porcs par semaine.

Deux jeunes se sont installés avec de petits ateliers d'engraissement, au départ à temps partiel. Cette activité devrait leur permettre de vivre de l'agriculture sur les (petites) exploitations des parents plutôt que d'aller définitivement travailler en usine.

3. Autres enjeux associés : environnement, durabilité, qualités du produit

Bien-être et qualités nutritionnelles

L'élevage extensif en plein air peut apporter des avantages. Ainsi il y a davantage d'acides gras oméga 3 dans la viande et le lait des bovins qui ont pâturé ou dans les œufs des poules qui se nourrissent 'au naturel'.

Il faut cependant se méfier des effets de mode. La publicité nutritionnelle rehausse l'image et le prix des produits industriels.

Le problème des graisses se pose surtout pour des personnes qui souffrent de certaines anomalies métaboliques. La sélection génétique pour des animaux à viande maigre a eu comme conséquence d'une part de favoriser des pathologies chez les animaux, et d'autre part de produire une viande plus sèche, moins goûteuse. Quant aux acides gras polyinsaturés, ils présentant des avantages nutritionnels mais des désavantages technologiques. En matière de recherche sur les facteurs alimentaires à l'origine de l'obésité dans nos sociétés repues le dernier mot n'est pas prononcé ! Une chose est certaine : l'équilibre se joue davantage au niveau de **l'exercice physique** qu'au niveau de quelques morceaux de charcuterie.

Bien-être et qualités sanitaires

Le consommateur associe volontiers élevage industriel et mauvais produits à risques. La réalité est complexe.

Tout d'abord on distingue **statut sanitaire** de l'élevage et **sécurité alimentaire** des produits.

En clair : il peut y avoir des produits « sanitaires corrects », considérés comme étant sans danger pour le consommateur humain, issus d'animaux malades, souffrants, stressés.

Un souci bien spécifique est la présence d'aiguilles cassées, suite aux nombreuses injections.

Ensuite il peut y avoir des contaminations des produits susceptibles d'occasionner des toxoinfections alimentaires ou des zoonoses graves. Ces risques font l'objet d'une surveillance vétérinaire.

Les éleveurs et techniciens qui travaillent dans des systèmes industriels avec des animaux stressés ont constamment le souci du nettoyage et de la désinfection pour réduire la pression microbienne. Ils croient souvent que les élevages alternatifs, sur paille et en plein air, sont une régression sanitaire. Il n'en est rien. Les expériences concordent pour dire que dans tous les systèmes il peut y avoir des problèmes et des maladies mais qu'il n'y en a pas davantage dans des systèmes alternatifs.

En plein air il faut vermifuger et gérer les parcelles selon des bonnes pratiques. Il y a tout de même un consensus fort pour dire que dans les élevages alternatifs bien conduits les animaux sont plus résistants et les frais vétérinaires nettement moindres.

Bien-être animal, qualité sociale, et territoires

Quel élevage dans quels territoires ?

Aujourd'hui **la planète est à bout**. L'élevage est au cœur des questions de pollution, d'effet de serre, de pillage des ressources, de perte de la biodiversité, d'injustices graves entre hommes.

Localement, l'analyse des problèmes invite aussi à faire les choix de la durabilité.

- Est-ce que la dimension 'normale' d'une porcherie doit fatalement passer de 150 à 280 puis à 750 et 3000 truies ?
- Est-ce 'normal' que les filières volailles se battent contre toute 'contrainte' quant au bien-être animal ?
- Ne préférez-vous pas rencontrer des pâturages et des animaux qui gambadent entre des haies (qu'il s'agisse des vastes paysages de vacances ou du poumon vert périurbain) ?

Opter pour des élevages à visage humain, qui peuvent être montrés avec fierté, qui s'intègrent dans les paysages et écosystèmes, qui sont construits sur le respect envers les animaux et pas sur la violence envers eux, suppose de se préoccuper de la viabilité économique et de prendre les mesures appropriées. Il n'y a pas de fatalité, mais des marges de manœuvre.

Avec les collectivités responsables :

- **produire pour le marché régional**
- **exporter ? du bien-être !**

Développer les débouchés régionaux est plus digne et plus écologique qu'exporter un bas de gamme issu d'un mode d'élevage inacceptable.

Les **collectivités** peuvent **définir leurs objectifs** (environnement et développement local) et apporter **leur soutien** aux acteurs de l'élevage.

Ainsi des **partenariats** avec des transformateurs régionaux, avec des enseignes, avec des restaurateurs et les cantines... peuvent aider à **contractualiser des débouchés** pour les sécuriser. (De tels partenariats peuvent déjà exister mais la prise en compte du bien-être animal est rarement clarifiée).

Vu le contexte européen, vu la demande sociétale, il y a là une opportunité pour **intégrer le bien-être animal au niveau des projets**.

La **restauration hors foyer**, notamment les cantines scolaires, pourront intégrer non seulement des produits biologiques, mais aussi des **produits régionaux caractérisés par un meilleur bien-être animal**.

Cette **information** doit être **mise à disposition** des acteurs.

Exemple du « porc liberté » d'Eric Simon : quelle qualité globale ?

Qualité environnementale

Eric Simon a adhéré à l'agriculture biologique. Son activité crée un débouché pour des céréales biologiques et ne génère donc aucun traitement pesticide de synthèse.

Il est installé dans les Causses, sur des terres à très faibles rendements. Ces terres filtrantes se prêtent à l'élevage de porc plein air vu que l'eau s'écoule et que les porcs ne restent pas dans la boue en hiver, à condition de tenir compte de cette perméabilité des sols avec un chargement très faible. C'est le cas.

Il y a 50 truies avec 500 porcs à l'engrais (ce qui fait 1000 porcs par an) sur plus de 70 hectares, avec un chargement de plutôt 14 que 20 jeunes porcs par ha. Un parc sur deux est vide ce qui permet à la végétation de reprendre, parfois avec des semis. Il y a 50 truies sur une trentaine d'ha, la norme bio étant à 7 truies/ha. Pour les cabanes des truies allaitantes, les alternances entre parcs sont facilitées par le fait qu'il y a toujours alternativement un parc occupé et un parc au repos, ce qui permet de déplacer les cabanes facilement, sur de petites distances. Ainsi lorsque la végétation dans le premier parc est détruite, la truie déménage dans le parc voisin, et la végétation reprend.

Quant aux avens présents sur ce terrain, elles sont clôturées à 10m de distance.

Faisans, lapins, perdrix, hérons garde-bœufs... ne sont pas gênés par la présence des porcs.



La santé des animaux est excellente. Il y a très peu de traitements vétérinaires. Les truies n'ont pas de traitements hormonaux. Il y a très rarement besoin d'antibiotiques.

La qualité du produit est tout d'abord celle de l'agriculture biologique, avec une alimentation aussi naturelle et saine que possible, sans résidus chimiques.

Le fait que les porcs mâles ne soient pas castrés rend la viande plus maigre. C'est un avantage pour la qualité du saucisson.

Le mode de vie en plein air a des effets sur la qualité du muscle. Les animaux sont très actifs, leurs muscles ont travaillé. Leur physiologie et leur expérience des autres porcs leur permettent de mieux faire face au stress du transport vers l'abattoir, et de moins se battre. C'est bénéfique pour la qualité gustative et sanitaire.

La qualité sociale mérite l'attention. **Deux familles** vivent de cette exploitation de naisseur –engraisneur avec seulement **50 truies** (dans le système industriel on parle de 250 pour un emploi). Si certains disent qu'il faudrait produire du mouton sur ces terres, Eric Simon répond que pour vivre du mouton il aurait fallu plus de 500 ha pour une famille. Les terres que les associés ont achetées étaient en vente depuis 3 ans. Le vendeur souhaitait que ce soit un agriculteur qui les reprenne. Dans le petit hameau restait une seule famille pour y vivre toute l'année. Aujourd'hui il y en a trois, grâce aux porcs. L'école est à 5 km.

Construire ou aménager un bâtiment d'élevage : des choix qui déterminent le bien-être

Le **bâtiment d'élevage** détermine fortement le bien-être des animaux.

Le **choix** se fait souvent d'après le mode de gestion des **excréments** ; or les systèmes **caillebotis** et **cage** posent problème : pas de confort, davantage de lésions, moins bonne ambiance, troubles du comportement. Le choix se fait aussi selon une certaine façon, industrielle, de travailler – sur la base le plus souvent d'une expérience insuffisante des systèmes alternatifs les plus modernes.

Les éléments **classiques** bien connus de la santé animale sont le volume d'air, la ventilation, l'isolation, éventuellement le chauffage, puis l'hygiène et toute la biosécurité. Les solutions techniques sont complexes et coûteuses. Or des bâtiments semi-ouverts bien conçus répondent aux besoins des animaux ; ils apportent en plus la lumière naturelle.

Les **équipements** ne doivent pas causer de blessures. Aliments appropriés et eau propre doivent être accessibles pour tous les animaux. Le sol doit être adapté à l'anatomie de l'animal et ne pas causer de lésions ou autres douleurs. Il ne doit pas être glissant. Le couchage doit être confortable (déformable, sec, propre). Tout cela semble élémentaire, et reste pourtant loin d'être acquis.

Répondre aux besoins comportementaux des animaux est essentiel. En effet, les idées que se font les hommes sur les animaux évoluent. Des éleveurs ou techniciens qui travaillent quotidiennement avec des animaux privés de toute possibilité de comportement naturel, manquent d'expérience avec des animaux qui ont une liberté de bouger et d'exercer leurs compétences (compétences que Vinciane Desprets nous raconte si joliment à travers l'histoire de l'éthologie). Le programme comportemental de l'espèce inclut l'exploration et l'apprentissage. Les capacités d'adaptation sont limitées et les dépasser aboutit à la souffrance. L'animal doit avoir un choix entre différentes activités, avec un certain rythme biologique. Il doit pouvoir réagir de manière appropriée aux situations qui se présentent (p.ex. choisir entre différents miro-climats, entre l'évitement ou le rapprochement envers des congénères, entre repos et recherche de nourriture, se retirer en cas de peur...). Pour permettre tout cela, l'environnement doit être diversifié (enrichi) et structuré, en fonction de l'espèce.

Sans interaction tant soit peu normale avec l'environnement il y a frustration et stress, et à terme impact sur l'immunité et la performance.

Proposition Evaluation des bâtiments et des équipements, et recommandations du point de vue bien-être animal

C'est une urgence pour un Plan Bâtiment Porcs : la mise aux normes 2013 est une opportunité pour faire les meilleurs choix possibles (au lieu de faire 'aussi mauvais que permis')

- vers des surfaces plus généreuses (et des groupes plus grands)
- impérativement une partie de la surface en litière
- enrichissement et structuration pertinente
- cases liberté en maternité
- ouverture à l'air libre et à la lumière du jour

Il faut mettre à disposition des **évaluations** et des recommandations en matière de **choix de bâtiment**, tenant compte du bien-être animal et **notamment des besoins comportementaux**.

Ainsi les avantages et les inconvénients pourront être indiqués. **Les meilleurs systèmes pour le bien-être animal seront recommandés ; les moins bons pour l'animal, seront déconseillés.**

Chaque Chambre d'Agriculture développerait son « pôle bien-être ».

Afin de prévenir tout décalage par rapport à la demande sociétale et au contexte européen, il serait souhaitable d'organiser une concertation avec **les associations**, et aussi de **tenir compte de l'expérience des labels 'bien-être'** existant en Europe.

Les **systèmes d'élevage** devraient aussi être **testés avant commercialisation** par rapport aux critères de bien-être et notamment des besoins comportementaux pour éviter de mauvais investissements. Cette évaluation pourrait se faire au niveau européen.

Les élus doivent être informés. Des **aides publiques** (aujourd'hui 'aveugles') doivent privilégier les bâtiments recommandables et ne pas soutenir les bâtiments déconseillés.

L'expérimentation de solutions nouvelles, dans un souci de bien-être, doit être favorisée.

4. Le bâtiment bien-être

Exemple du « porc Thierry Schweitzer » : bâtiments semi-ouvert, truies gestantes et maternité



bonnes conditions
de travail,
gestantes sur
litière accumulée
en bâtiment semi-
ouvert,



en maternité truies
libres, avec une
courette pour
chacune



3 aperçus d'un label suisse
(exploitation Comexor)
gestantes (bâtiment en 2 parties et
courette où elles mangent du foin)



Exemple du bâtiment pour truies gestantes et maternité « élevage respectueux », de Plein Air Concept bâtiments conformes aux normes de l'agriculture biologique



Bien-être : l'abri et le plein air

L'animal domestique est issu du milieu naturel. Physiologie, émotions, et comportements, sont façonnés par le milieu naturel. La domestication aussi s'est faite dans un milieu naturel. Le bâtiment apporte certes une **protection** des prédateurs et des grandes intempéries. Mais la claustration régulière n'est pas conforme à la nature des animaux. C'est pourquoi **les systèmes «bien-être» ouvrent les portes des bâtiments**, à des degrés divers. Les poumons sont faits pour respirer dehors ; la peau, les poils, les plumes, pour le soleil et la pluie ; les muscles et les articulations pour bouger ; le système cardio-vasculaire pour l'effort.

Besoins comportementaux des animaux

- ❖ **l'alimentation** : la plupart des espèces ont une motivation forte à rechercher leur nourriture. Cela implique de se déplacer, de bouger. Dans la nature cela occupe, selon l'espèce, de nombreuses heures de la journée :
 - fouiller, explorer, manipuler pour le porc,
 - pâturer - faire des kilomètres - et ruminer pour les ruminants,
 - ronger pour le lapin,
 - gratter et picorer pour les poules,

Cela implique aussi une composition et une structure adaptées (graines pour les oiseaux, fibres pour les porcs, fourrage pour la rumination des veaux... qui occupe et donne la satiété.)

- ❖ le **repos**, avec la possibilité de se coucher et de se lever normalement (sans glisser, sans douleur), à un rythme normal, et de prendre des positions normales (repos sternal, et repos latéral jambes allongées, se percher pour les poules...). Dans la nature, la vache choisit sa place, le porc a son nid, la poule perche sur l'arbre, le lapin a son terrier.
- ❖ le **mouvement** (marcher, courir, bondir, jouer, battre des ailes, nager pour les canards...) ; et être en forme.
- ❖ les **soins corporels** (se lécher, se gratter, se frotter, prendre un bain de poussière pour les poules, se rafraîchir dans l'humidité pour les porcs...) : une question de bonne santé.
- ❖ l'**excrétion** obéit pour certaines espèces à des règles comportementales (porcs) ; elle nécessite des aménagements adaptés à l'espèce, assurant la propreté sans priver l'animal de sa liberté de mouvement et de son confort. Dans la nature, la dispersion dans l'espace fait l'hygiène.
- ❖ le **comportement social** dont le comportement de reproduction. Les animaux d'élevage sont tous des espèces hautement sociales qui ont besoin de vivre avec des congénères. D'éventuels conflits doivent être prévenu ou atténués pour que les animaux dominés ne souffrent pas. Les affinités entre animaux doivent pouvoir s'exprimer. (v. aussi p.18) Il est d'ailleurs souvent dans l'intérêt de l'éleveur de respecter les liens et de garder des groupes stables.

Un environnement naturel accorde l'espace nécessaire à cette vie sociale, au rassemblement et à la dispersion. Le bâtiment doit 'compenser' par des structures pertinentes sans priver l'animal de sa liberté de mouvement et de son confort

Expérience intéressante

Des critères de 'qualité bien-être' des bâtiments validés par l'expérience sont appliqués en Suisse où des aides directes rémunèrent ce type de logement. Il y a deux niveaux d'aides :

SST = systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux
SRPA = sorties régulières en plein air d'animaux de rente

Or déjà le niveau SST exige pour les volailles des Aires à Climat Extérieur (jardin d'hiver, couvert)

<http://www.blw.admin.ch/themen/00006/00053/index.html?lang=fr>



jardin d'hiver, poules pondeuses Photo M Goetz



Exemple de label suisse Coop Naturafarm (l'exploitation Comexor) Engraissement : aire de repos paillée, et aire d'activité ; une partie de la courrette n'est pas couverte, comme l'exige le cahier des charges



5. Bâtiment et plein air



L'élevage en plein air chez Eric Simon

«L'élevage respectueux», en plein air avec Plein Air Concept



Il est en effet possible de sevrer autant de porcelets par portée qu'en bâtiment : une moyenne de 10,5 à 11 par portée, et avec très peu de médicaments. Mais ne devrait-il pas y avoir encore d'autres valeurs qu'uniquement « faire du chiffre » ?

5. Bâtiment et plein air

Le concept de « l'élevage respectueux » : l'option d'une entreprise

« C'est au début des années 80, constatant qu'il ne garde la maîtrise sanitaire de son élevage industriel porcin que grâce au recours systématique aux traitements allopathiques et à des désinfections draconiennes, que **Jean-Marie Gibelin décide de mieux connaître ses animaux pour envisager d'autres conditions d'élevage.**

Il entame alors **une phase d'observation de ses animaux** et accumule des connaissances sur l'espèce, ses besoins, ses réactions à différentes situations. Il s'aperçoit ainsi, que faute de connaître réellement ses animaux, leur fonctionnement physiologique et psychologique comme leur comportement social, il recourt des pratiques qui vont à l'encontre de leurs besoins. Son ignorance le fait travailler le plus souvent « contre » les animaux en appliquant des procédés qu'il croit efficaces, alors qu'ils créent des déséquilibres qui lui font perdre du temps et de l'argent à essayer de compenser par la suite.

Plus important encore, beaucoup de dysfonctionnements physiologiques sont la conséquence de problèmes psychologiques ou comportementaux :

- la contrainte, la peur, l'amour... entraînent des sécrétions hormonales qui provoquent des modifications physiologiques
- une truie qui voit ses petits secrète plus de lait qu'une truie qui ne les voit pas...

Il se forge alors la conviction, qu'en tenant compte des besoins observés, **il doit être possible d'élever des animaux efficacement, techniquement et économiquement, en travaillant « avec » plutôt que « contre » eux.** Cette démarche préside au développement des techniques et à la conception du matériel proposés par Plein Air Concept. »

« ... en adaptant ses techniques et équipements aux besoins physiologiques comme comportementaux des animaux, **Plein Air Concept limite autant que possible les contraintes qui leur sont imposées par le respect de leurs besoins relationnels, de leurs rythmes, de leur individualité.**

En retour, l'éleveur travaille avec **des animaux naturellement en bonne santé, calmes donc au comportement prévisible**

Plus besoin non plus de pratiquer des mutilations qui prennent du temps, sont une source d'infections et posent un problème d'éthique professionnelle aux éleveurs les plus scrupuleux. »

J-M Gibelin, Plein Air Concept



Proposition

Quelle que soit la race, valoriser l'élevage en plein air. Sauver les races anciennes, revenir à un élevage plus naturel

Tout animal mérite des conditions d'élevage respectueuses de ses besoins. Ainsi Thierry Schweitzer et Eric Simon élèvent des porcs issus des croisements conventionnels, les mêmes que ceux utilisés dans le modèle industriel dominant.

Travailler avec les animaux plutôt que contre eux est un réel patrimoine culturel. Cela signifie de retrouver les repères d'un élevage naturel et de préserver et de reconstruire une certaine indépendance des techniques industrielles, de l'insémination artificielle, de la génétique industrielle, de la mainmise des biotechnologies.

Aux Salons de l'Agriculture étaient surtout présentés les porcs de races locales, anciennes. Or l'ensemble de ces races peut être estimé à moins de 2000 truies*. C'est grave. Il y a urgence pour que la société toute entière prenne ses responsabilités pour assurer la survie des races et des modes d'élevage en liberté . *Cul noir du Limousin (136 truies), Pie noir du Pays Basque (448 truies), Bayeux (229 truies), Gascon (871 truies), Blanc de l'Ouest (115 truies), Corse (150 truies), soit moins de 2000 truies, pour un nombre total de 1,3 million de truies en France, soit 0,15 %.

5. Bâtiment et plein air



Remerciements à Eric Roussel qui élève des porcs de race Blanc de l'Ouest, dans les champs. Ils y trouvent env. 20% de leur nourriture. Eric Roussel passe en agriculture biologique ; aujourd'hui il devient difficile de se passer de tout contrôle.



Des porcs Culs Noirs du Limousin



Relations entre animaux : perturbations par l'homme

Les animaux d'élevage sont des espèces sociales pour lesquelles la compagnie de congénères est essentielle.

Or les conditions de logement peuvent perturber les interactions sociales naturelles :

- empêcher les animaux de jouer
- empêcher la distance naturelle entre individus
- empêcher rencontres et compétence sociale
- rendre impossible les activités (naturellement) synchrones (alimentation)
- séparer et redistribuer les animaux, avoir des groupes instables
- empêcher les hiérarchies de se former
- empêcher le rapprochement, les affinités, les soins corporels réciproques
- empêcher les relations d'amitié durables (démontrées chez les animaux)
- empêcher le dominé ou l'agressé d'éviter le dominant ou l'agresseur
- entretenir un stress permanent qui peut même empêcher certains animaux de se nourrir
- empêcher les interactions normales entre la mère et sa portée / son jeune
- rendre inexistant tout apprentissage social
- générer des comportements anormaux allant jusqu'au cannibalisme (porcs, poules)
- rendre les animaux nerveux et agressifs

Ces perturbations sont très répandues. Elles relèvent d'erreurs humaines. Les systèmes d'élevage conventionnels proposent alors des pseudo-solutions pour y remédier. Ces pseudo-solutions créent de nouveaux problèmes et un nouveau mal-être. Ainsi, de peur que les truies se bagarrent, on les a immobilisées dans des cages individuelles ce qui génère frustration, stress, maladie. De peur que les porcelets mordent leur mère ou la fratrie, on leur sectionne cruellement les dents, créant des douleurs importantes et des infections néfastes. De peur qu'elle écrase ses porcelets, on empêche la truie d'interagir avec eux, on perturbe les réactions physiologiques, on injecte des hormones.

On considère que les animaux sont « bien » lorsqu'ils sont couchés et calmes, tellement on a peur qu'ils bougent, qu'ils jouent, qu'ils courent, qu'ils sortent, qu'ils vivent leur vie, qu'ils montrent qui ils sont.

Proposition Recherche et formation

Les interactions sociales positives entre animaux méritent beaucoup plus d'attention que dans le passé. (Les observateurs humains étaient fascinés par la hiérarchie... et manquaient d'intérêt pour la communication, l'attachement, et les échanges sociaux dans la durée des vies.)

Des recommandations pour l'enrichissement et le respect des liens sociaux chez les animaux d'élevage doivent être

- élaborées (un exemple : travaux de l'INRA sur les groupes de brouillards) et expérimentés
- conseillées et enseignées
- intégrées dans des cahiers des charges
- soutenues pour leur mise en œuvre (investissements...)
- prises en compte par l'organisation des filières (exemple : élevage et finition sur l'exploitation de naissance)
- prises en compte pour la sélection génétique

Des efforts particuliers doivent être consacrés à **l'évolution et l'amélioration des pratiques de sevrage** afin de les rendre moins stressantes et de mieux respecter la santé des animaux.

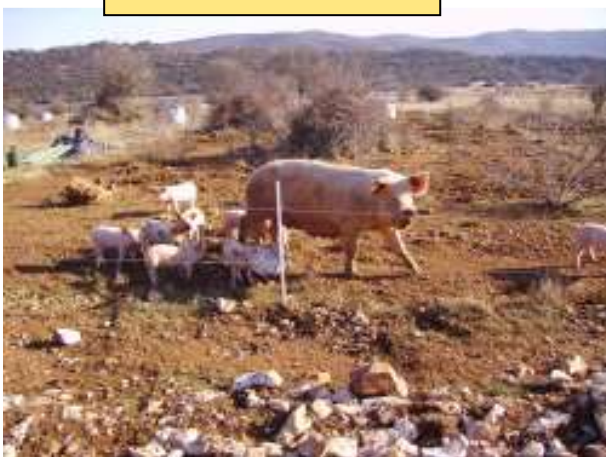
Relations homme – animal

Il est amplement démontré qu'une bonne relation entre l'éleveur et ses animaux joue sur la productivité. Pour les vaches laitières c'est le plus net. Pour les truies cela joue aussi. Même pour les poules pondeuses le comportement et l'attitude de l'éleveur envers elles à un impact sur l'état des plumes et sur la mortalité.

La gentillesse de l'éleveur envers ses vaches, ses paroles et ses caresses, génèrent de la confiance et du calme dans le troupeau, et les vaches seront aussi nettement plus paisibles entre elles.

De tels résultats traduisent que les animaux non seulement savent très bien observer, mais qu'ils ont aussi une sensibilité très fine et une grande vulnérabilité psychique.

6. Le bien-être social



*Remerciements à Eric Simon,
à Aurore Chartier,
à M. Gibelin de Plein Air Concept,
aux éleveuses exceptionnelles.*

Des éleveurs en système industriel ont peur de leurs porcs : s'ils avaient une syncope en milieu de case, les porcs risqueraient de les manger. Pas question d'avoir peur des porcs qui sont bien dans leur peau, sur paille ou en plein air. Ceux-là ne risquent pas de manger l'éleveur !



Interventions douloureuses

Certaines interventions de routine sur les animaux sont très douloureuses (castration, écornage, le meulage ou la section des dents, la section des queues...)

Pourtant elles sont exécutées sans aucune anesthésie ni analgésie. Les divers rapports scientifiques confirment le caractère très douloureux et la nécessité d'une anesthésie. Les dérogations que la loi accorde pour de très jeunes animaux n'ont aucune justification scientifique. Les techniques d'anesthésie existent ; il faut apprendre à les appliquer.

Traitement de la souffrance, euthanasie

A la ferme, l'appel au vétérinaire est, sauf exception, conditionné par des logiques économiques. Vu le faible revenu par animal, il y a dilemme.

Par ailleurs l'éleveur est peu préparé à évaluer la souffrance notamment auprès d'espèces-proies qui l'expriment avec discrétion. Pire, il est conditionné pour nier cette souffrance.

Il y a donc lieu d'améliorer la prise en charge de la souffrance : assurer l'intervention du vétérinaire, éviter le non-traitement pour des raisons de délai d'attente, ne pas transporter des animaux blessés et en souffrance, favoriser l'euthanasie et s'équiper pour un abattage d'urgence sur place.

Mieux former à la manipulation des animaux

Il y a moyen de tenir des volailles ou des porcelets, autrement qu'en les laissant suspendus aux pattes... ; une bonne relation éleveur – animaux commence déjà à ce niveau. - Par ailleurs les animaux se manipulent avec un seau d'aliment, ou autres friandises.

Proposition Elaborer des recommandations pour améliorer la prise en charge de la douleur

Les chartes des groupements, ou **les cahier des charges** des industriels, enseignes, certifications et signes de qualité, doivent **intégrer une prise en charge de la souffrance**, allant si nécessaire jusqu'à l'euthanasie ou l'abattage sur place, dans de bonnes conditions.

Des **recommandations** dans ce sens et des **solutions** quant au financement doivent être élaborées. Il est logique **d'associer des actions de prévention et de formation**.

Les interventions douloureuses de routine doivent être remises en question et, dans la mesure du possible, abandonnées. Des **recommandations** dans ce sens doivent être élaborées. Les organismes de **contrôle** devraient acquérir une compétence dans ce domaine.

Des **recommandations** claires doivent être publiées sur **les techniques d'anesthésie et d'analgésie lors des interventions de routine** en élevage.

Le rôle et la responsabilité du vétérinaire dans la prescription, la surveillance et la formation de l'éleveur doivent être définis.

Les prestations du vétérinaire, qu'il s'agisse de la surveillance et de la formation de l'éleveur, ou de la réalisation des interventions par le vétérinaire lui-même dans la mesure du possible, doivent être organisées de manière à être **abordables, payées, et répercutées sur le prix des produits**. (Que pensera le consommateur lorsqu'il comprendra que pour économiser quelques centimes les filières et les enseignes préfèrent laisser souffrir – alors que pour la traçabilité, les contrôles, les analyses en laboratoire, la publicité, l'argent ne manque jamais ?)

En aucun cas une difficulté dans ce domaine ne peut servir de prétexte pour retarder la généralisation de l'anesthésie.

7. Mutilations et soins

Exemple du « porc Thierry Schweitzer » : castration sous anesthésie locale section des dents limitée queues intactes

Les queues restent intactes. Comme les jeunes porcs jouent et fouillent à volonté dans la paille et qu'ils peuvent manger la paille, il n'y a pas cette frustration et les troubles du comportement qui résultent des systèmes conventionnels sur caillebotis.

Dans la filière Schweitzer, la castration des porcelets mâles est pratiquée comme partout. Une petite filière naissante ne peut, en effet, prendre de risque pour le goût de la viande. Or à l'élevage Schweitzer, cette castration est effectuée sous anesthésie locale, sur prescription vétérinaire, selon le protocole montré par Mme Armelle Prunier, chercheuse à l'INRA, et ceci suite à la demande de Anne Vonesch, en attendant une meilleure solution.

M. Hoffmann, chargé de ce travail, le ressent maintenant comme moins stressant. Il faut environ 50 % de temps en plus ; au lieu de 12 portées à l'heure il n'en fait plus que 8 ou 9. Il y a l'aide d'une deuxième personne. L'anesthésique doit agir durant 10 minutes pour être efficace ; il faut donc organiser le chantier de manière à faire autre chose durant ce temps. Le problème clé est donc une bonne organisation du chantier.

Malheureusement cette mesure n'est pas encore entrée dans le cahier des charges.

Les dents ne sont plus sectionnées mais limées, et ceci uniquement lorsqu'il y a un réel problème au niveau des mamelles. Il n'y a pas de raison que les 10 % autorisés par le cahier des charges soient dépassés. Il reste la question : est-ce que le contrôle de ce type d'exigence par l'organisme de contrôle est au point ?



Ces expériences montrent que pour résoudre le problème de la castration (qui se pratique en raison de l'odeur de verrat de la viande), des solutions combinées seraient valables :

- ne pas castrer, pour un débouché de salaisons
- ne pas castrer, abattre un peu plus jeune, et/ou tester les carcasses pour vérifier l'absence de goût désagréable
- ou castrer sous anesthésie, si possible anesthésie générale et analgésie (ce qui permet d'abattre plus tard, donc de produire davantage pour chaque vie de porc)

Exemple du « porc liberté » chez Eric Simon : aucune mutilation

Le refus des mutilations par Eric Simon est à la fois pragmatique et éthique.

Il laisse la liberté à ses animaux et construit une relation de confiance avec ses truies. Pour castrer en plein air, il faut entrer dans la cabane, et lorsque la truie entend crier les porcelets, elle peut attaquer. Et on a cassé la relation de confiance avec la truie.

Une alternative serait de castrer au sevrage... ce que la loi interdit en l'absence d'anesthésie.

Sectionner les dents ? Il n'y en a pas du tout besoin. *

Couper les queues ? Il n'y a aucune raison.

Eric Simon a même abandonné un dernier instrument de torture, répandu (pour certaines raisons) dans les élevages plein air : l'anneau (ou la boucle) dans le groin qui vise à empêcher les porcs de fouiller le sol – par la douleur ! -, alors que c'est justement un comportement inné essentiel pour eux de fouiller, d'explorer et de manipuler avec le groin.

* A noter que pour un bon déroulement de la naissance et de l'allaitement, E.Simon donne 1 semaine avant la mise bas une soupe 'fortifiante', les problèmes de métrite-mammite-agalaxie ont pratiquement disparus.

Travail en élevage : changer de paradigme

Travailler avec des animaux : rythmes naturels et bonnes manières

La course aux performances est contraire à la nature du vivant. Trop de stress génère des maladies. Les êtres vivants ont leurs rythmes. Il est plus sain de travailler avec les rythmes naturels - journaliers, saisonniers, de la reproduction - que de leur faire violence.

Pour se déplacer en terrain inconnu, les animaux ont leur manière d'avancer, entre crainte et curiosité : mieux vaut prendre du temps que prendre peur, avec des coups et des cris.

N'est-ce pas une courtoisie élémentaire dans nos relations de dire 'bonjour', 'au revoir', 's'il te plaît' et 'merci' ? **L'accélération des cadences** dans les élevages, les transports, et les abattoirs, est **l'incivilité par essence**. La conséquence en est la **violence**, avec des acteurs (souvent malgré eux) et des victimes. Combattre l'incivilité dans notre société signifie aussi d'accorder des cadences de travail qui préservent la courtoisie.

L'éleveur est poussé à nier la souffrance

Couper à vif les dents, les queues, les testicules ? Attacher, bloquer, immobiliser les truies ? Leur arracher toujours plus de porcelets comme cela se fait ? Laisser les porcs dans l'obscurité ? Réformer ou abattre des animaux pour cause de sous-productivité ?

« *S'il réfléchissait 30 secondes il devrait bien se demander pourquoi on ferait à ses cochons ce qu'on ne fait pas à son chien* » (Eric Simon)

Ceci dit, les mutilations ne sont pas un travail agréable, et les éleveurs s'en passeraient volontiers.

Travailler en système industriel ?

Les élevages industriels ont des difficultés pour recruter des salariés et font de la publicité pour ce métier critiqué et contesté. La raison en est la pénibilité physique et mentale du travail et la souffrance éthique. - Par ailleurs le risque de maladies professionnelles est avéré.

Proposition : tout faire pour revenir à des dimensions humaines

En systèmes industriels, une personne seule gère environ 150 truies (naissage-engraissement). En élevage plein air, une personne gère 50 à 80 truies.

Aujourd'hui le travail en élevage est analysé en termes de minutes consacrées par truie (ou par porc charcutier) par an et la 'gloire' consiste à lui en consacrer le moins possible. Or la question réellement importante, auxquels **nos scientifiques nous doivent une réponse**, est celle-ci : **comment sortir du délire de la productivité** et comment faire **pour arriver de nouveau à des dimensions et des relations plus normales et humaines**, p.ex. 50 truies ou 30 vaches laitières pour un éleveur.

C'est le rôle des journalistes, des écrivains, des cinéastes, **d'en parler**, et surtout des éleveurs eux-mêmes, et de tous ceux qui aiment les animaux. **Avant qu'il ne soit définitivement trop tard.**

Le travail chez Thierry Schweitzer

Avant de lancer son projet de maternité, Thierry Schweitzer a visité toutes sortes d'élevages. En voyant en Suisse un bâtiment de maternité chauffée, où les truies étaient libres, il disait : « ce travail manuel ? jamais ça ! » Aujourd'hui, chez lui, les truies sont libres. Il y a un peu de travail manuel – « Ce n'est vraiment pas un problème », dit le salarié. C'est un plaisir de rentrer dans cette maternité. Des truies calmes. Pas besoin d'être tout le temps derrière, avec les injections et tout. Elles vaquent à leur occupation, elles se débrouillent, à leur rythme. Un côté paisible.

Le travail chez Eric Simon

« *Le travail en plein air ? D'abord on a dit « le plein air ça ne marche pas ». Ensuite ça marchait, alors on disait « ah... le boulot... ». Or ce n'est pas tellement la quantité de boulot. Ni la pluie... tout agriculteur peut rester deux heures sous la pluie.*

En plein air une personne peut gérer 60 à 80 truies, en bâtiment il faut 3 ouvriers pour 700. C'est que ces dernières années, tous les élevages aux alentours de taille comparable et même plus grands, dans le système conventionnel en bâtiment, ont arrêté.»

Est-ce que le bien-être animal coûte « trop cher » ?

Sous-coût de la viande industrielle : on va droit dans le mur

Face à l'extrême variabilité des prix, face à des promotions aux prix incroyablement bas, **le consommateur perd tous les repères**. Pire, sur les publicités la viande sert de produit d'appel. Mais ces **prix des promotions** n'ont plus aucune relation avec la production. **Personne ne peut en vivre**.

La négociation des prix au niveau des centrales d'achat se fait au niveau des centimes, pour de gros volumes, avec de petites marges. Les abattoirs sont particulièrement exposés à l'arbitraire des acheteurs, puisque leurs produits sont périssables.

Les salariés en élevage industriel, en abattoir et en transformation subissent de plein fouet ces pressions : cadences infernales, précarité, formation insuffisante.

L'impact sur **l'environnement** des élevages industriels est bien connu ; ces pollutions représentent des **coûts externalisés, aux frais de la collectivité**. Les filières (volailles, porc, bœuf...) se concurrencent. Les crises sanitaires des uns font le bonheur des autres. Le prix des céréales flambe. Les uns mangent trop de viande, les autres ont faim. De toute évidence, il faut trouver de nouveaux équilibres. Sans brader viande, œufs et lait.

En système « bien-être » :

qu'est-ce qui coûte plus cher ?

- surfaces supérieures
- paille ou autre matériel de litière
- qualité de l'aliment (p.ex. sans OGM, bio, ou céréales au lieu de sous-produits ou import)
- quantité d'aliment augmente, car les animaux bougent et sortent, ou croissance plus lente
- main d'œuvre
- moindre productivité dans certains cas
- (meilleurs soins vétérinaires, pour moins de souffrance ??)

qu'est-ce qui coûte moins cher ?

- équipements plus simples
- peu d'endettement si cabanes plein air
- pas de problèmes de pollutions ni nuisances
- l'aliment, s'il est produit sur l'exploitation
- moins de produits vétérinaires au quotidien
- meilleure productivité dans certains cas (bonne santé, alimentation plus naturelle...)

Le plus souvent le prix du bien-être est faible ou modéré. Mais une différence de seulement 2 ct. par œuf, au niveau du producteur, devient une différence de 10 ct. par œuf ou plus, en magasin. Cela semble excessif (malgré un surcoût pour ramassage, traçabilité, contrôle, de petits volumes, et peut-être une organisation pas assez efficace).

Exemple du porc « Thierry Schweitzer » pour l'éleveur un plus d'environ 25 ct / kg de carcasse

Pour l'éleveur la démarche apporte un plus d'env. 25 ct/kg carcasse. Le prix est **indexé sur le cours du porc**. Cette situation n'est pas satisfaisante en période de crise et ne rend pas justice à la qualité spécifique de la production dont le cahier des charges est très différent du standard.

Comme toujours, le coût de revient tient surtout au prix de l'aliment, surtout pour ceux qui ne fabriquent pas l'aliment à la ferme. L'aliment doit être tracé sans OGM. Il faut beaucoup de céréales, les sous-produits utilisés par d'autres producteurs n'étant pas prévus dans le cahier des charges.

Exemple du « porc liberté » chez Eric Simon : une rémunération qui permet de travailler

Le prix payé au producteur est **indexé sur le prix de l'aliment (bio)**. Le prix au kg de carcasse est 2 à 3 fois supérieur au prix du standard. Le prix des céréales, donc de l'aliment bio, est environ le double du conventionnel ; il est soumis à de fortes variations.

Le coût de revient du porcelet est moins élevé qu'en bâtiment, malgré le fait que la truie mange nettement plus ; l'économie porte sur le remboursement du bâtiment, et sur l'énergie. En engraissement par contre, le surplus de consommation d'aliment l'emporte nettement.

Les porcs mâles non castrés transforment mieux l'aliment que les porcs castrés.

N.B. : pour de la viande de ruminants la différence de prix entre bio et non bio est nettement moindre.

Que chacun des acteurs utilise la marge de manœuvre dont il dispose !

Proposition

Elaborer une charte éthique pour favoriser la vente des produits issus d'élevages particulièrement respectueux des animaux, préconisant :

- la transparence et la vérité du coût d'un élevage respectueux
- des plus-values équitables et viables pour le travail en aval (abattage, transformation, livraison...)
- des marges éthiques et transparentes
- l'information sur les produits respectueux des animaux, leur promotion...
- des prix modérés, abordables, et des promotions fréquentes
- **de contractualiser la vente de produits régionaux 'bien-être'**, en vente semi-directe
- sous **marque de distributeurs** (MDD) des produits intéressants d'un point de vue du bien-être animal (p.ex. des œufs fermiers, pondus dans la paille et ramassés à la main), et notamment des produits bio, à des prix réellement attractifs.

Afficher des prix abordables pour le bien-être animal : si on veut on peut !

Une lourde responsabilité

La **grande distribution** a mauvaise réputation ; elle dicte les règles du jeu et les modifie selon ses intérêts.

L'énorme majorité des volumes avec toute la détresse animale qui y est liée, passe par la grande distribution. Il faut **un sursaut éthique avec un souci d'« image »** de la part de personnes détenant des pouvoirs.

Une **alimentation à deux vitesses** (qui existe par la force des choses) **n'est pas acceptable**, pour des raisons éthiques. Il reste comme seule solution de négocier un **virage sur le fond**.

Une chose est certaine : il faut du temps, et de **l'information dans la durée**

La **vente directe** traite de faibles volumes. En soi elle ne garantit pas du bien-être animal, mais **s'il y a bien-être** elle peut en permettre la **viabilité**. **Mais attention** : la transformation est lourde, elle implique des contraintes considérables en matière de sécurité alimentaire. Fabriquer de la charcuterie est un autre métier qu'éleveur. Il faut la qualité du goût. Le temps passé à la vente risque de manquer dans l'élevage.

Des solutions très diverses seront certainement développées.

Le commerce équitable est indispensable pour un développement durable MAIS à condition que la production soit aussi durable et respectueuse, envers hommes, animaux, et environnement. Oui, la concurrence devra porter sur le respect et l'équité, au lieu de récompenser arnaque, dumping, et exploitation. **Pas de « commerce équitable Nord-Nord » sans bien-être animal !**

Exemple du « porc Thierry Schweitzer » :

L'option du « porc Thierry Schweitzer » est d'avoir des élevages spécialisés, plutôt intensifs qu'extensifs, pour **vendre en grande surface** (d'abord Auchan, puis Cora et d'autres...), comme le demandaient les associations de consommateurs, acceptant à l'étal un prix **d'environ 1€/kg de plus** que le standard. Globalement cette demande initiale est respectée. En fait le prix au détail dépend du magasin. Certains vendent cette viande en barquette et proposent de la charcuterie préemballée, d'autres positionnent les produits Schweitzer en boucherie traditionnelle (qui vend alors autant que le libre service) et en découpe.

Pour la filière Schweitzer, le prix abordable tient à une valorisation de toute la carcasse. Th. Schweitzer a investi dans un outil de **transformation**. Pour sa gamme de charcuterie très complète il accorde beaucoup d'attention à une haute qualité gustative et à des procédés aussi naturels que possible. Cette démarche récente est toujours en cours.

Exemple du « porc liberté » d'Eric Simon :

Après l'échec des essais de vente directe, et l'abandon par la coopérative d'une filière alternative basée sur le plein air et la paille, Eric Simon s'est **converti au bio**. Il a contractualisé avec un **transformateur** (Montagne Noire) qui produit du saucisson dans différentes filières de qualité, et en particulier pour du saucisson bio **sous marque de distributeur** pour Auchan et Carrefour. Grâce à une transformation efficace les prix restent modérés. Ce saucisson bio coûte **environ 18 €/kg**, pour un prix moyen du saucisson de 12 € et 16 € pour le label rouge (loin des exigences bio), ou 5€ pour le bas de gamme.

Actuellement la demande n'est pas satisfaite. Le saucisson peut se faire avec du porc non castré ; Eric Simon y tient.

11. Aides et politique agricole

Politique agricole : le bien-être animal oublié, ignoré, refusé ?

En effet, le gouvernement n'a pas souhaité mettre en œuvre les politiques ouvertes par l'UE notamment au niveau des mesures de développement rural, les priorités françaises restant la Directive Cadre de l'Eau et Natura 2000, domaines où le non respect des objectifs se traduit par des condamnations coûteuses. Le Ministre de l'Agriculture était d'ailleurs opposé au Plan d'Action de l'UE pour améliorer la protection et le bien-être des animaux – opposition qui ne répond certainement pas à la demande de la majorité des Français.

La politique souffre de la confusion qui a lieu, et qui est entretenue, entre « **normes** » d'un côté et « **bien-être animal** » de l'autre. **Les normes sont un compromis** issu d'un rapport de forces et de ce fait restent compatibles avec le système industriel concentrationnaire, tout en interdisant le pire, grâce à une forte évidence scientifique ; ce qui oblige à réfléchir et **incite à innover**.

Il ne semble pas y avoir d'actions explicitement pour le bien-être animal au niveau national, et très peu au niveau des collectivités. Cependant il y a des actions qui ont néanmoins un impact favorable sur le bien-être animal, mais certainement très loin en-dessous de ce que cela pourrait être s'il y avait eu une analyse et un concept cohérent au départ.

C'est le cas pour le Plan Bâtiments (Ruminants) ou la mise aux normes pour les veaux, qui ont permis de faire de très bons bâtiments, mais aussi d'en faire des plus mauvais – des opportunités ratés. C'est le cas pour des aides des collectivités. Il ya eu des aides départementales ou régionales pour du « porc sur paille », et pour développer la production alternative d'œufs, pour des filières label rouge, pour l'aménagement des parcours. L'objectif du bien-être animal ne semble pas encore très bien identifié.

Les aides économiques (vaches allaitantes, ovins...) ou les droits aux quotas laitiers ne connaissent aucune condition de bien-être animal et sont attribuées aveuglement, même lorsque les conditions d'élevage sont mauvaises. Ce qui pose d'autres questions quant à la viabilité et la distorsion de concurrence.

Proposition :
réaliser un inventaire des aides qui ont été accordées, et de leur impact sur le bien-être animal.

Proposition

Elaborer un guide technique et éthique pour les aides à l'élevage

Un premier pas serait de **prendre conscience** des enjeux, des impacts, du potentiel, et de **partager cette prise de conscience**.

Les questions se posent à la fois au **niveau européen** et au niveau des **collectivités territoriales** : comment les aides du **premier pilier** et du **deuxième pilier** pourraient-elles jouer sur les conditions d'élevage ? **Quel est leur potentiel pour favoriser le bien-être des animaux et des éleveurs et pour assurer la pérennité d'un élevage à visage humain, sympathique, et non délocalisable, dans un territoire ?**

- au niveau européen, la réflexion doit se faire avec la **réflexion sur la PAC** : comment utiliser l'argent plus intelligemment ? comment surmonter des cloisonnements contreproductifs entre agriculture, consommation, et protection animale ?
- au niveau régional et local, **un guide du bien-être animal** serait utile pour l'information des élus et de leurs partenaires, à ne pas confondre avec des chartes de bonnes pratiques qui s'intéressent essentiellement aux aspects sanitaires (ce qui est une bonne chose, mais le bien-être va plus loin).

Quel soutien des pouvoirs publics ? Exemple du « porc Thierry Schweitzer » :

Thierry Schweitzer a reçu des aides de la Région pour son nouveau bâtiment de maternité sur paille, autant et pas un centime de plus que ses collègues sur caillebotis.

La Région a donné une aide pour le rachat de l'outil de fabrication de charcuterie ; il s'agissait de sauver une vingtaine d'emplois issus d'une entreprise en difficulté.

Les jeunes éleveurs qui ont installé des porcheries d'engraissement d'environ 450 places, sur paille, ont reçu les aides classiques du Conseil Général pour les bâtiments d'élevage (quel que soit le système d'élevage).

« Porc liberté » d'Eric Simon :

Eric Simon a reçu comme seules aides celles destinées à l'installation des jeunes agriculteurs.

Lycées agricoles : une opportunité à saisir

Ce serait un grand progrès de rendre possible, dans l'enseignement agricole, une formation dans des pratiques respectueuses de l'animal. Il y a un réel **besoin d'aides à l'investissement pour des bâtiments et équipements innovants**. – Un exemple de projet en attente est celui du Lycée agricole de Bonnefont.

Adapter les animaux au système industriel, ou adapter l'élevage aux animaux ?

**Pour sortir du cercle vicieux
il faut revenir à des repères de santé et de bien-être,
conformes à la nature des espèces,
et reconstruire une relation d'amitié et de confiance
avec ces animaux domestiqués**

Plusieurs constats douloureux s'imposent :

La recherche manque cruellement d'indépendance par rapport aux filières industrielles. Les questionnements, les manipulations et la formulation des conclusions sont orientées de façon à ne pas remettre en question les pratiques majoritaires. Les systèmes nouveaux (pondeuses en volière, systèmes plein air, veau en groupe sur litière, truies en groupe, truie libres en maternité, lapins en groupe avec litière, systèmes sans mutilations...) ont été/sont dénigrés jusqu'au moment où l'Europe les rend ou rendra incontournables. Les références techniques, l'expérience, la compétence de l'encadrement, prennent un retard impardonnable pour un grand pays agricole.

Les systèmes d'élevage pratiqués sont à l'origine de pathologies et d'autres problèmes, (baisse de productivité, souffrances...). La recherche s'occupe à **développer des améliorations partielles pour compenser des erreurs précédentes**, en particulier au niveau de l'alimentation industrielle des animaux, dominée par les critères de coûts, et de la sélection génétique, dominée par les performances. Il s'agit d'un cercle vicieux sans fin.

La recherche est incitée à trouver des **financements et des applications industriels**. Séduisants au départ, ces mécanismes sont bienvenus lorsqu'il s'agit de répondre à de réels besoins avec une réelle utilité sociale. Déconnecté de l'utilité sociale, cela conduit à des **effets pervers**.

La recherche elle-même fait ses manipulations dans des conditions où les animaux sont mal. Par rapport à une sensibilité normale, il y a **abrutissement** des personnes.

La méthodologie dans la recherche sur le bien-être animal doit être questionnée. En effet, le bien-être est une réalité éminemment multifactorielle ; elle commence d'ailleurs à être évaluée comme telle (programme welfare quality). Mais la façon de faire a été d'isoler l'un ou l'autre facteur, pour des résultats sans grand intérêt. On a nié l'évidence sous prétexte de rationalité scientifique («on ne sait pas si l'animal souffre») ou on fait comme s'il n'existait pas pléthore de travaux concluants dans le domaine (exemple du matériel à manipuler pour les porcs). Ou on compare deux systèmes qui sont l'un juste un petit peu moins mauvais que l'autre, pour dire que ce n'est pas la peine d'améliorer.

On se distancie du « bien-être de l'animal », de ce regard de l'animal, être sensible qui voudrait vivre sa vie. Heureusement, il y a la « **demande sociétale** ».

Propositions Recommandations

donner à la recherche publique la mission de développer des systèmes d'élevage respectueux des animaux.

développer fortement la recherche publique en agriculture biologique.

répondre à des questions pratiques :

éthologie, zootechnie, environnement

- l'abandon des mutilations
- enrichissement de l'environnement des animaux, structuration des cases, matériel pour occupation notamment alimentaire
- meilleur confort (diverses litières)
- meilleur respect du lien social
- truies libres durant mise-bas et allaitement
- sorties en plein air,
- parcours couverts (volailles...)
- lapins en groupe avec litière, préparer l'alternative aux cages
- revoir les méthodes de sevrage
- donner à la génétique une priorité bien-être

économie : analyser, proposer, accompagner

- comment développer les circuits courts ?
- comment améliorer les conditions de viabilité des petits troupeaux par rapport aux grands ?
- comment développer la finition des bovins en région herbagère ?
- comment informer le consommateur ?
- quelles structures partenariales entre acteurs de production, vente et consommation ?

pour une nutrition humaine durable : face à la flambée du prix des céréales, à la faim dans le monde, aux maladies de civilisation, aux tragédies humaines et écologiques en Amérique du Sud, à certaines zoonoses, à une montée des consommations face à des ressources limitées de la planète, développer les alternatives à la viande pour en consommer moins mais mieux, optimiser les qualités et la fabrication des protéines végétales.

13. Formation

Enseigner et conseiller : il est possible d'élever des animaux autrement !

Le premier obstacle à un traitement plus humain des animaux d'élevage sont le **conditionnement** et l'**obéissance** au soi-disant « **il faut** » de l'élevage conventionnel. Les jeunes agriculteurs font des stages pour apprendre leur métier chez un collègue. Ainsi les systèmes conventionnels se transmettent.



Propositions Moderniser l'enseignement des «productions animales» pour enseigner l'élevage respectueux de l'animal

- enseigner et montrer le travail avec des animaux qui ont une certaine liberté, en plein air
- enseigner l'éthologie et l'éthique
- rendre obligatoire une formation en systèmes alternatifs
- rechercher et étudier ce qu'il y a de meilleur parmi les systèmes alternatifs
- éduquer à la réflexion critique, au débat, à la curiosité, à la créativité

Des problèmes majeurs pour appliquer la réglementation

Des directives pour la protection d'animaux d'élevage sont transcrites en droit français depuis des années sans être appliquées (interdiction d'attache des veaux, matériel à manipuler pour les porcs...).

La plupart des éleveurs de porcs coupent les queues et les dents par routine. Beaucoup laissent encore les porcs dans l'obscurité, comme ils l'ont toujours fait, sans même avoir été informés que c'est illégal. De nombreux éleveurs de poules pondeuses considèrent l'entassement des fientes comme une litière. Comment se fait-il, qu'en Autriche, en vertu de la même directive, une vache avec une fracture n'est en aucun cas transportable, alors qu'en France elle peut être transportable. Ce n'est qu'avec les inspections de l'UE et l'arrivée de la conditionnalité, en janvier 2007, que la question de l'application de la loi semble se poser plus sérieusement.

Il y a manifestement :

- **manque d'anticipation** : ni l'administration ni les acteurs économiques ne sont préparés aux règles de bien-être et protection des animaux
- un **flou préjudiciable et tenace** dans l'interprétation des textes
- **manque d'indépendance envers les intérêts économiques** : un exemple est le retardement de l'interdiction des cages individuelles de gavage
- **manque de moyens** : les moyens humains du Bureau de la Protection Animale sont **dérisoires**,
- **manque de transparence** : les bilans des inspections de protection animale ne sont pas publiés (on peut penser : pour cause)
- **manque d'information** des éleveurs et du public sur les questions de bien-être et de protection des animaux.
- **manque de ressources** indépendantes au service de la protection et du bien-être des animaux, pour l'**information** et pour les **décisions**

La PMAF, avec Animals Angels, organise des formations pour la gendarmerie et la police, sur le contrôle des transports d'animaux.

L'OABA propose désormais des formations pour le personnel d'abattoir.

Quant à des maltraitements majeurs, faut-il encore et toujours que des associations fassent appel aux médias pour obtenir une évolution favorable (et encore !) (exemple de l'abattoir Cooperl) ?

Propositions Recommandations pour donner des moyens à l'administration

Il faudrait une **Direction de la protection animale dotée de moyens conséquents et de compétences autonomes** dans les différents domaines, sur les différentes espèces, et ceci en l'absence d'interférence avec des intérêts économiques.

Cette direction devra

- appliquer la réglementation, dans la transparence et dans l'équité
- assurer des capacités de contrôles efficaces, centralisés et décentralisés
- apporter une expertise indépendante
- assurer la transparence dans l'application de la loi
- être responsable des contenus de l'information et de la formation des acteurs, notamment des éleveurs

Les activités des installations classées et de la protection des animaux ne doivent plus être cloisonnées, mais collaborer en faveur des meilleures pratiques dans le domaine du bien-être animal.

Cette direction devra préparer les dossiers de telle manière **que la France, dans l'Union Européenne, puisse devenir un acteur efficace pour améliorer la protection et le bien-être des animaux**, et quitter définitivement le rôle de celui qui freine, bloque et ne semble pas avoir vraiment compris de quoi il s'agit.

Afin de pouvoir pleinement répondre à la demande sociale, à l'intérêt collectif pour la société, et au fait que les animaux font par essence partie de la nature, fût-ce une nature domestiquée, le **Ministère de l'Environnement** devrait exercer une compétence pour la protection et le bien-être des animaux.

Il serait souhaitable de créer une **Agence** ou un **Centre de Ressources pour le bien-être animal travaillant sans être freiné**.

Il serait légitime que **des associations** qui travaillent de manière constructive et compétente pour la protection et le bien-être des animaux, puissent davantage entrer dans des actions de partenariat avec les pouvoirs publics.

Le mot de la fin



Qu'on aime la Suisse ou qu'on ne l'aime pas... on peut poser la question :

Pourquoi **la Suisse a-t-elle quelques longueurs d'avance** en matière de bien-être animal ?

Voilà quelques explications :

- les Suisses aiment les animaux et les associations de protection animale reçoivent des moyens
- des journalistes ont pu faire du bon travail
- la protection des animaux de ferme est depuis longtemps dirigée par des spécialistes, ingénieurs agronomes de l'ETH Zurich
- il y a eu, à des postes de responsabilité, au niveau de l'administration, de l'enseignement supérieur et de la recherche, des personnalités engagées, avec une éthique envers l'animal et une conscience professionnelle,
- la recherche a été orientée vers la mise au point de solutions pratiques et de leur évaluation (testage), et une éthologie (digne de ce nom) des animaux de rente
- il y a une démocratie directe et les subventions agricoles sont attribuées en fonction des priorités des citoyens (votations et consultations)
- les lobbies qui freinent le bien-être animal sont puissants mais pas tout-puissants
- il n'y a pas de filière industrielle du foie gras qui veille à sa stratégie d'associer une identité culturelle nationale à un produit hautement symbolique du non-respect de l'animal
- l'information du public a voulu que le client reste fidèle au produit suisse qui est associé au respect de l'animal
- la viabilité économique du bien-être animal est assurée par un partage du coût entre consommateurs et collectivité (aides directes aux exploitations)
- le bien-être animal est entré dans la formation agricole depuis belle lurette
- les plus grands distributeurs, avec une certaine déontologie, ont communiqué sur le bien-être

L'argument qui lie le bien-être animal en Suisse à la protection du marché suisse aux frontières n'est que très partiellement vrai. En effet, les coûts de production en Suisse sont supérieurs à tous les niveaux : le foncier, le bâtiment, la main-d'œuvre, l'aliment... tout est plus cher. Le bien-être supérieur n'est qu'une partie du manque de compétitivité. Bien-être ou pas, une certaine protection s'impose. Par contre, le niveau plus élevé de protection animale fonctionne comme un argument pour différencier le produit suisse. Certaines réalités dans l'UE confortent cet argument.



Alsace Nature
8 rue Adèle Riton
67000 Strasbourg
03 88 37 07 58

France Nature Environnement
<http://www.fne.asso.fr>